

“R.A.S.”, “Risque”, “Haut-risque”...
À l'école du Tri social dès la Maternelle ?
HORS DE QUESTION !

Le Ministère annonce la mise en place d'évaluations obligatoires en grande section de maternelle dès le mois de novembre. Classant les enfants selon les « risques » qu'ils représenteraient, **elles reposent sur un tri médico-social des enfants qui seraient « évalués » au regard de leur « dangerosité »** dans trois catégories : « R.A.S », « Risque », « Haut-risque ».

Classer un enfant de 5 ans en termes de "risque" est inadmissible et insensé.

Comme si l'acte d'enseigner n'était plus que l'évaluation du danger potentiel d'un élève ! Ces évaluations sont scandaleuses.

SUD éducation dit NON !

Une décision HONTEUSE

Cette approche est à l'opposé de toute démarche éducative fondée sur les capacités d'évolution des élèves et la valorisation de leurs potentialités.

Cette **vision sécuritaire de la petite enfance** n'est pas nouvelle. Elle repose sur une idéologie déterministe : l'individu ne peut échapper à ses déterminations, sauf à être rééduqué...

Turbulent à cinq ans = délinquant à vingt ans ; perturbateur en maternelle = criminel au collège. Cela nous rappelle le fameux rapport Bénisti et la « détection précoce de la délinquance ».

Les décisions ministérielles, présentées comme de simples mesures techniques ne visant qu'à améliorer l'efficacité du système éducatif, sont à l'opposé de notre vision de l'enfance : à cinq ans, on a encore le droit de se tromper, de ne pas savoir, cela n'engage pas l'avenir. Tout éducateur responsable sait bien que l'erreur est formatrice et a sa place dans le processus d'apprentissage...

Nous savons aussi que ce système d'évaluation n'est ni une aide pour les élèves, ni un support pour les enseignants.

Ce n'est pas une proposition de diagnostic pour envisager une remédiation, mais un classement des écoles et un tri des enfants.

Cette annonce intervient alors que continue le démantèlement des dispositifs d'aide aux enfants en difficulté (suppression de milliers de postes de RASED), et sur fond de démembrement de la médecine scolaire.

SUD éducation demande l'abandon immédiat de ce nouveau dispositif.

SUD éducation appelle les équipes et les enseignant-e-s de maternelle à **S'ORGANISER DÈS MAINTENANT** pour exprimer leur indignation et **REFUSER CES NOUVELLES EVALUATIONS, par tous moyens : BOYCOTT, GREVE ...**

Pour l'École maternelle, nous revendiquons en revanche :

Le rétablissement de tous les postes de RASED supprimés

La mise en place d'une **médecine scolaire à la hauteur des besoins**

La **réduction des effectifs** par classe

L'arrêt immédiat de la privatisation larvée de l'école maternelle par le biais des jardins d'éveil et la création de postes en maternelle à la hauteur des besoins.